

Règle numéro
09-2017

Exigences relatives à la documentation

Page 1 de 4

Approbation initiale : Décembre 2017

Date de révision : 19 juin 2025

Autorité

Aux termes de la *Loi de 2011 sur les services de logements* et de ses règlements, chaque gestionnaire de services doit élaborer des règles locales. Les procédures et les exigences reprises dans la règle locale et établies par les gestionnaires de services doivent être mises en œuvre par tous les fournisseurs de logements à Cornwall et dans les comtés de Stormont, Dundas et Glengarry régis par la *Loi de 2011 sur les services de logements*.

Objet

Cette règle locale vise à définir quelle est la documentation requise permettant de vérifier toutes les sources de revenus et les actifs d'un ménage qui reçoit une aide sous forme de loyer indexé sur le revenu.

Règle locale

Le ménage doit fournir, avant la signature du bail ou lors de l'examen annuel, la documentation requise permettant de vérifier les renseignements liés à la composition du ménage, à ses revenus et à ses actifs.

Avant de signer un bail ou un accord d'occupation, le fournisseur de logements doit s'assurer que le ménage a fourni tous les documents requis par écrit, et ce, pour tous les membres qui composent le ménage et qui résideront ou résident actuellement dans l'unité.

Cette vérification écrite de l'information devrait être faite conjointement avec l'obtention d'une déclaration signée du ménage indiquant que les renseignements fournis reflètent de façon véridique et exacte la composition du ménage, ses revenus et ses actifs. De plus, un consentement signé autorisant le fournisseur de logements à vérifier l'information est également requis.

Règle numéro 09-2017	Exigences relatives à la documentation	Page 2 de 4
Approbation initiale : Décembre 2017		Date de révision : 19 juin 2025

Afin de vérifier la composition du ménage, le fournisseur de logements peut accepter une déclaration signée (avec une étampe Commissaire), une garde imposée par un tribunal ou un accord de séparation et le procès-verbal qui accompagne le règlement si besoin, carte d'admissibilité aux médicaments et aux soins dentaires dans le cadre du programme de soutien du revenu qui énumère les enfants à charge et/ou une lettre de confirmation émise par un professionnel qui appuie la demande (par exemple Société d'aide à l'enfance) qui indique que le ou les enfants résident avec le parent.

Les fournisseurs de logements ont le pouvoir discrétionnaire de déterminer si la documentation fournie par un ménage est appropriée et le droit d'exiger des documents supplémentaires non repris directement dans la liste suivante et des documents de l'impôt sur le revenu comme l'avis de cotisation ou une copie certifiée de la dernière déclaration de revenus.

Un locataire à loyer indexé sur le revenu (LIR) devient inadmissible si un membre du ménage dont le revenu est pris en compte dans le calcul du LIR ne produit pas sa déclaration de revenus au moment de la révision annuelle. Le locataire peut toutefois demeurer admissible s'il existe des circonstances atténuantes ou s'il produit sa déclaration par la suite.

Remarque : tous les membres du ménage devraient être repris sur le bail ou l'accord d'occupation et seuls les occupants repris (et les personnes qui sont à leur charge) devraient être autorisés à résider dans l'unité.

Règle numéro 09-2017	Exigences relatives à la documentation	Page 3 de 4
Approbation initiale : Décembre 2017		Date de révision : 19 juin 2025

<p>Renseignements à vérifier</p> <p>Preuve d'identité et de date de naissance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certificat de naissance • Documents religieux (p. ex., baptistaire) • Certificat de naturalisation • Déclaration de naissance vivante • Confirmation de l'enregistrement de la naissance fournie par le registraire général de l'état civil • Passeport valide (canadien ou étranger) • Dossier militaire • Permis de conduire valide • Registres nationaux de 1940 que détient Statistique Canada • Registre des bandes indiennes • Certificat sécurisé de statut d'Indien <ul style="list-style-type: none"> • Documents d'immigration (p. ex., Fiche relative au droit d'établissement, carte de citoyenneté canadienne, Document d'identité du demandeur d'asile - DIDA) • Carte de majorité • Carte d'identité de l'Ontario avec photo <p>Situation d'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relevé d'emploi • Talons de chèques de paye avec les montants cumulatifs • Lettre de cessation d'emploi de l'employeur <p>Revenus</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avis de cotisation (linge 23600) <p>Actifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relevés bancaires • Polices d'assurance-vie (la valeur de rachat d'une police d'assurance-vie) • Fonds détenus en fiducie • Formulaire d'enregistrement de la propriété d'un véhicule (autres que les véhicules primaires et secondaires) • Régimes d'épargne-retraite • Tout autre document juridique permettant de vérifier un actif déclaré
--

Règle numéro 09-2017	Exigences relatives à la documentation	Page 4 de 4
Approbation initiale : Décembre 2017		Date de révision : 19 juin 2025


Documents pour calculer le revenu net approximatif :

- Reçus d'emploi, relevé d'aide
- Talons de paie
- Cotisation d'impôt sur le revenu (p.ex : T4/T5)
- Les dossiers de pension alimentaire pour conjoint, s'il y a lieu (p. ex : ordonnance d'un tribunal en matière de pension alimentaire)
- Tout autres documents légaux pour vérifier un revenu déclaré (p.ex : pensions)

Références

Loi de 2011 sur les services de logement, article 52
Règl. de l'Ont. 367/11, articles 29,59 et 60

Exigences de vérification locales	
--	--

Rempli par	Scott Bulloch Superviseur de programme de logement par intérim Signature 	Date: 26 juin 2025
Approuvé par	Margaret Durocher Gestionnaire par intérim, Services de Logement Signature 	Date: 26 juin 2025

Rule # 09-2017	Documentation Requirements	Page 1 of 4
Originally Approved: December 2017		Revision Date: June 19 2025

Authority

Under the authority of the *Housing Services Act, 2011 (HSA)* and its Regulations, each Service Manager is required to develop Local Rules. The Service Manager procedures and requirements in the Local Rule are to be implemented by all Housing Providers in Cornwall and Stormont, Dundas and Glengarry (SDG) operating under the *Housing Services Act, 2011*.

Intent

The intent of this Local Rule is to identify the documentation required from a household receiving RGI assistance, in order to verify all sources of income and assets.

In order to verify a household's income, assets and household composition, the household must provide documentation verifying this information, either prior to the signing of the lease or at the time of an annual review.

Prior to signing any lease or occupancy agreement, the Housing Provider must ensure that the household has provided all required information in writing, for all members of the household, who will be or are currently residing in the unit.

This written verification of information should be provided in conjunction with a signed declaration from the household – declaring that the information is a true and accurate reflection of the household's assets, income and household composition. In addition, a signed consent permitting the Housing Provider to verify the information is also required.

- In order to verify a household's composition, a housing provider may accept a sworn written statement by the parent or parents that the child resides with them (statement must be signed in the presence of a Commission of Oaths who will witness the signature), a court-ordered custody or separation agreement and accompanying minutes of

Rule # 09-2017	Documentation Requirements	Page 2 of 4
Originally Approved: December 2017		Revision Date: June 19 2025

settlement, if necessary, income support program drug and dental card which lists dependent children or/and letter of confirmation from a supporting professional (example Children’s Aid) which indicates that the child or children reside with the parent.

Housing Providers have the discretion to determine whether the documentation provided by a household is adequate and to request additional sources of documentation not directly specified in the following list and/or to request Income Tax documents such as a Notice of Assessment or Certified Copy of the previous year’s return.

An RGI tenant becomes ineligible if any member of the household whose income is included in the RGI calculation fails to file their tax return by the time of their annual review. The tenant can continue to be eligible if there are extenuating circumstances or if they subsequently file their return.

Note: All members of the household should be listed on the lease or occupancy agreement and only those occupants listed (and their dependents) should be permitted to reside in the unit.

<p>Information to be Verified</p> <p>Proof of Identity and Date of Birth</p> <ul style="list-style-type: none"> • Birth Certificate • Religious records (e.g. Baptismal certificate) • Naturalization Certificate • Statement of live birth • Confirmation from the Registrar General of birth registration • Valid passport (i.e. Canadian or foreign) • Military record • Valid driver’s license • National Registration File of 1940 held by Statistics Canada • Indian band records • Secure Certificate of Indian Status
--

Rule # 09-2017	Documentation Requirements	Page 3 of 4
Originally Approved: December 2017		Revision Date: June 19 2025

- Immigration documents (e.g. Record of Landing, Canadian Citizenship Card, RPCD- refugee protection claimant document)
- Age of Majority Card
- Ontario Photo ID Card

Employment Status

- Record of Employment (ROE)
- Pay stubs with year-to-date amounts
- Letter of termination from employer

Income

- Notice of Assessment (line 23600)

Assets

- Bank statements
- Life insurance policies (cash surrender value)
- Funds held in trust
- Vehicle ownership registration form (other than primary or secondary vehicles)
- Savings plans
- Any other legal documentation to verify a declared asset

Documentation to calculate Approximated Net Income

- *Employment receipts, Statements of Assistance*
- *Pay stubs*
- *Income tax assessments (e.g. T4/T5)*
- *Spousal support records, if applicable (e.g. support court order)*
- *Any other legal documentation to verify declared income*

References

Housing Services Act, 2011, section 52
O. Reg. 367/11, section 29, 59-60



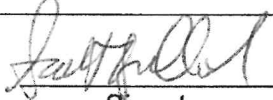
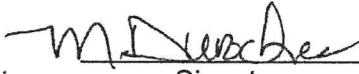
Social Housing Division

Local Rules



Rule # 09-2017	Documentation Requirements	Page 4 of 4
Originally Approved: December 2017	Revision Date: June 19 2025	

Local Audit Requirements	
--------------------------	--

Completed by:	Scott Bulloch Interim Housing Programs Supervisor	 Signature	Date: June 26 th , 2025
Approved by:	Margaret Durocher Interim Manager, Housing Services	 Signature	Date: June 26 th , 2025